

Article 31 du Règlement

mettions nos ressources et notre détermination à contribution.

• (1410)

Le méthanol représente déjà une industrie d'un milliard de dollars dans l'Ouest canadien, et une grande partie de la production est acheminée vers les États-Unis, où les lois anti-pollution favorisent l'utilisation de ce carburant.

J'exhorte les Canadiens à utiliser le méthanol et j'invite tous les députés à aller jeter un coup d'oeil cet après-midi à cette caravane de voitures consommant des carburants de remplacement, juste ici à l'extérieur.

Le temps est venu de trouver des solutions de rechange au pétrole.

* * *

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

Mme Coline Campbell (South West Nova): Monsieur le Président, hier, j'ai reçu 310 lettres et deux pétitions signées par quelque 751 personnes qui protestent toutes contre le projet de fermeture du bureau de poste de South Ohio, en Nouvelle-Écosse. Ces personnes sont les dernières victimes du dessein bien arrêté de la Société canadienne des postes de fermer les bureaux de poste ruraux partout au Canada.

Elles se joignent à d'autres personnes révoltées de South West Nova que la Société canadienne des postes n'a pas écoutées quand elles ont dénoncé vigoureusement la fermeture de leur bureau de poste.

Ces gens font partie de ceux que la Société canadienne des postes n'a pas interrogés quand elle a effectué une enquête qui démontrait que 90 p. 100 de ses clients ruraux étaient satisfaits de ces fermetures.

Ils font partie de ceux que cette société n'a pas réussi à duper lorsqu'elle a tenté de camoufler les conséquences graves de ces fermetures dans toutes les campagnes canadiennes en les annonçant une à la fois.

Monsieur le Président, je demande instamment au ministre chargé de la Société canadienne des postes d'ordonner à cette dernière de jouer cartes sur table en révélant à ses clients ruraux le nombre de bureaux de postes qu'elle compte fermer, pour qu'ils puissent dès maintenant faire valoir ensemble leur droit évident au meilleur service postal possible que puisse leur fournir le gouvernement.

LA JUSTICE

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, ce matin, les Canadiens se sont réveillés en apprenant que les conservateurs voulaient se placer au-dessus de la loi. Hier, les conservateurs ont usé de leur majorité en comité législatif pour faire adopter des changements à la loi qui gouverne les députés et les sénateurs. Ils veulent être avertis de toute enquête criminelle menée par la GRC sur leurs affaires parlementaires.

Autrement dit, les conservateurs sont en train de créer un système judiciaire à deux niveaux, un niveau s'appliquant aux députés conservateurs et l'autre, aux simples citoyens.

Un peu plus tôt cette année, la ministre de la Justice a déclaré qu'il ne pouvait y avoir qu'une seule loi pour tous les Canadiens. Elle a dit à la Chambre que nous ne pouvions choisir les moments où la loi s'appliquait ni les lois auxquelles nous voulions obéir. Quelques semaines plus tard, ses collègues tentent d'instaurer des lois spéciales à l'intention des députés conservateurs.

Il semble n'y avoir aucune limite aux abus commis par ce gouvernement. Pour faciliter la réalisation de leur programme irrationnel, les conservateurs sont prêts à briser toutes les conventions, abuser des motions de clôture, biaiser le Sénat, et ils voudraient maintenant s'accorder des privilèges d'ordre juridique.

Il n'est pas surprenant que les Canadiens manifestent un tel mépris du gouvernement.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. George S. Rideout (Moncton): Monsieur le Président, il y a des limites. La ville de Moncton a été durement touchée par le programme conservateur. Nous avons perdu les ateliers du CN, soit 1500 emplois. Le gouvernement a ensuite tué VIA Rail, résultat: 200 emplois perdus. La fermeture de la base militaire de Moncton entraînera la disparition de 400 emplois et voilà que le CN vient d'annoncer son intention de supprimer 70 emplois, et Air Canada, 13.

La suppression de 70 emplois à Moncton ne semble peut-être pas dramatique, mais cela équivaut à supprimer 1 800 emplois dans une ville comme Montréal.

Les politiques d'argent cher et de soutien du dollar ont plongé le Canada dans une récession. Il nous faut un gouvernement qui se préoccupe des gens, notamment de ceux qui ont déjà payé un lourd tribut aux politiques budgétaires et économiques des conservateurs.